

2. Sinon, quelle disposition a-t-on en vue pour ces caisses enregistreuses?
3. Ces caisses enregistreuses peuvent-elles être achetées individuellement par ceux qui sont dans le commerce de détail?
4. Accorde-t-on une considération spéciale aux demandes faites par des anciens combattants pour des caisses enregistreuses de surplus?
5. A quel prix moyen a-t-on vendu, jusqu'à date, toutes les caisses enregistreuses de surplus?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 août 1946,—Etat montrant: 1. Parmi les déserteurs ayant servi pendant quelque temps au front, combien sont actuellement détenus a) dans des prisons ou des camps de détention outre-mer, b) dans des prisons fédérales au Canada?

2. Leur accordera-t-on immédiatement d'être graciés par le pouvoir exécutif et seront-ils amnistiés, et le gouvernement les ramènera-t-il au pays?

3. Accordera-t-on immédiatement à ceux qui sont outre-mer et qui ont risqué leur vie comme volontaires la même application du droit de grâce dont ont bénéficié au Canada les déserteurs et les insoumis?

M. Bertrand (*Laurier*), membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1946, y compris le bilan des caisses d'épargne des bureaux de poste. (Versions anglaise et française.)

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 avril 1946,—Etat montrant: 1. Quelles sont les cités et villes ou municipalités du Canada qui bénéficient de la livraison du courrier, à domicile, par facteurs?

2. En quelle année, pour chacune d'elles, ce service a-t-il été inauguré?

3. Quels étaient, à ce moment-là, le chiffre de la population, le nombre de chefs de famille et le revenu du bureau de poste?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général—Rapport annuel du ministère du Revenu national, avec des états relatifs aux droits de douane et d'accise, et autres impôts aux ports d'entrée ou de sortie; l'accise et le revenu du Dominion du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Et aussi,—Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport du surintendant de l'assurance sur le fonctionnement de la loi de l'Assurance du service civil au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, en vertu des dispositions du chapitre 23, article 21, S.R.C., 1927.

Et aussi,—Rapport du surintendant de l'assurance au sujet du fonctionnement de la Loi d'assurance des anciens combattants, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, en vertu des dispositions des Statuts du Canada, 1920, chapitre 54, article 19.

Et aussi,—Copie du Centième rapport annuel du Conseil des administrateurs de la compagnie d'assurance *Canada Life* pour l'année terminée le 31 décembre 1946.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des règlements adoptés et approuvés en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage de 1940, pour la période qui s'étend du 13 juin 1946 au 28 janvier 1947, tels qu'ils figurent aux arrêtés en conseil C.P. 4012 et 4013, du 26 septembre 1946. (Versions française et anglaise.)